

**MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE
OPERATION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU SITE
DE LA DIRECTION REGIONALE DELEGUEE FRANCE TRAVAIL A LIMOGES
DE TRAVAIL NOUVELLE-AQUITAINE**

Procédure prévue à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique

CONTRAT

Dispositions particulières

A - Identité des parties

Le présent marché public est conclu entre :

France Travail, établissement public administratif représenté par son Directeur régional pour la Nouvelle-Aquitaine, Monsieur Alain MAUNY, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 87 rue Nuyens – TSA 90001 – 33056 BORDEAUX CEDEX.

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

Et la personne morale :

Raison sociale, adresse du siège social ou siège et forme juridique de la personne morale, SIRET,

Représentée par :

nom, prénom, qualité du représentant signataire

- ☐ Agissant en tant que candidat individuel ;
- ☐ Agissant en tant que mandataire d'un groupement solidaire ;
- ☐ Agissant en tant que mandataire d'un groupement conjoint ;

En cas de groupement :

- ☐ Le mandataire est habilité par les membres du groupement à les représenter dans le cadre de l'exécution du marché ;
- OU**
- ☐ Le mandataire n'est pas habilité par les membres du groupement à les représenter dans le cadre de l'exécution du marché ;

ci-après dénommé « Le titulaire » d'autre part,

B – Le cas échéant, Groupement d'opérateurs économiques

Le présent contrat est établi par le mandataire du groupement constitué des autres membres suivants : (à compléter par le titulaire).

Membres du groupement	Nom, prénom et qualité du signataire	Domaine

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre indiqué en premier dans cette liste assure les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché.

C – Avance

En application de l'article VI.3 du contrat, le titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué sous une forme conjointe, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques conjoint	Pourcentage de répartition de l'avance
	%
	%
	%
	%

D – Coordonnées bancaires ou postales

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevé(s) d'identité(s) sont joint(s).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les sommes dues en exécution du marché public sont versées :

- lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition de la rémunération figurant à l'annexe du bordereau des prix,
- ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Agrafer sur cette page les relevés BIC IBAN de chaque membre du groupement, le cas échéant.

E – Décision de France Travail (rubrique réservée à France Travail)

L'offre est acceptée pour :

- Montant forfaitaire provisoire de rémunération de mission de base :
- Montant forfaitaire mission complémentaire - chiffrage du quantitatif :

Prestations supplémentaire éventuelle :

- ☐ Montant forfaitaire mission complémentaire - OPC :

F – Notification du marché

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat, par envoi *via* le profil d'acheteur dont le Titulaire accuse réception

Dispositions générales

I. - OBJET DU MARCHÉ

I.1. Objet du marché

Le présent marché de maîtrise d'œuvre a pour objet la réalisation d'une opération d'aménagement du nouveau site de la Direction Régionale déléguée de France Travail Nouvelle-Aquitaine - 182/186 avenue du Général Leclerc à Limoges.

I.2. Définition des intervenants

I.2.1. - *Maîtrise d'ouvrage*

France Travail désigne, lors de la notification du présent marché, un représentant qui est seul habilité à engager France Travail sur d'éventuelles modifications ou adaptations des prestations attendues et des délais d'exécution. En cas de remplacement de cet interlocuteur, France Travail en averti le Titulaire dans les conditions fixées à l'article VIII.1. du présent contrat.

I.2.2. - *Contrôle technique*

La mission de contrôle technique est assurée par le bureau de contrôle VERITAS CONSTRUCTION – Technopole Ester, 21 rue Colombia - CS 96820 – 87068 LIMOGES CEDEX 3.

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les missions normalisées confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- **Missions de base** (en cours de finalisation sur les éléments de mission)

- Mission SEI : sécurité dans les immeubles ERP recevant du public
- Mission Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Mission STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres que ERP et IGH) et industriels
- Mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments et équipements dissociables et indissociables
- Mission LE relative à la solidité des existants
- Avis notice Sécu : Avis en phase rédaction de la notice Sécurité
- Avis notice Accès : Avis en phase rédaction de la notice Accessibilité

- **Missions complémentaires**

- DIAGPROVENT : Mission DIAGVENT/PROMEVENT relative aux installations de ventilation mécanique
- Attestation de vérification de l'accessibilité après travaux aux personnes en situation de handicap (pour les opérations déconstruction soumises à permis de construire)

I.2.3. - *Coordination pour la sécurité et la protection de la santé*

La mission de coordination pour la sécurité et la protection de la santé (SPS) conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application est effectuée par le bureau de contrôle VERITAS CONSTRUCTION – Technopole Ester, 21 rue Colombia - CS 96820 – 87068 LIMOGES CEDEX 3.

II. - FORME ET DUREE

II.1 - Forme

Le présent marché prend la forme d'un marché simple conclu avec un seul titulaire.

II.2 - Durée

La durée prévisionnelle d'exécution du marché est de 26 mois (5 mois d'études + 9 mois de travaux + 12 mois de GPA). Il prend fin à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage exécuté.

A titre indicatif, France Travail prévoit de prendre possession de l'ouvrage objet des travaux en mars 2027.

Le délai d'exécution de chaque élément de mission est fixé comme suit :

- Etudes d'avant-projet définitif : 1 mois
- Etude de projet (PRO) : 1 mois
- DCE : 1 mois
- Assistance pour la passation des contrats de travaux : 2 mois
- Visa des études d'exécution et de synthèse : 8 mois (tout au long de DET+AOR)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) : 7 mois
- Assistance aux opérations de réception (AOR) : 1 mois

- Organisation, pilotage et coordination : 8 mois

Le point de départ de chacun de ces délais est notifié par France Travail par tout moyen permettant d'en établir la date exacte.

III. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- Le présent contrat ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux auquel sera substitué le calendrier détaillé d'exécution ;
- Le bordereau des prix et, le cas échéant, son annexe « répartition de la rémunération par membres du groupement » ;
- Le programme :
 - Notice descriptive LAMOTTE
 - Plans PC1 à PC8
 - Répartition travaux bailleur/preneur
 - Restitution finale plan aménagement France Travail
- Le cadre de réponse portant proposition technique du candidat
- Les ordres de services ;
- Les avenants ;
- La charte d'achats responsables ;
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ;

IV. - DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

IV.1 - Mission de base

Cette mission est établie conformément aux dispositions du code de la commande publique (article L. 2431-3 et article R. 2431-4). Il est précisé qu'en raison de la nature (aménagement de locaux intérieurs) et de l'avancement de l'opération (plans précis établis par la maîtrise d'ouvrage), les éléments de mission « Esquisse » et « Avant-Projet Sommaire » ne sont pas confiés au maître d'œuvre.

Les prestations attendues au titre de la mission de base sont détaillées ci-après :

IV.1.1 - Etudes d'avant-projet définitif (APD)

Livrables attendus :

- Mise à jour des plans APD suivant les éventuelles évolutions. Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes à l'échelle de 1/100 ou 1/50 et au besoin 1/25 échelle à adapter suivant le rendu et souhait du MOA, dont plans d'aménagement avec mobilier,
- Plan de coupes suivant besoin,
- Tracés de principe des réseaux intérieurs CFO et CFA (1/100), de l'aménagement de principe et détaillé du local informatique,
- Tableau des surfaces détaillées
- Notice descriptive simplifiée précisant les premiers choix envisagés des matériaux,
- Descriptif des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques,
- Note de sécurité et plans des surfaces de compartimentage, issues de secours, en lien avec la réglementation incendie et avis du bureau de contrôle,
- Note et plans en lien avec les règles de désenfumage avec relevés des distances et des surfaces des ouvrants,
- Prise en compte du domaine SURETE du MOA en lien avec l'APS/APD SURETE en partenariat avec le MOA IMMO et SECURITE, BE(s), Bureaux de Contrôle,
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposé en lots techniques,
- Constitution des dossiers nécessaires pour l'obtention des autorisations administratives.

Suivi et validation par France Travail

Lors de la phase APD, des réunions de concertation sont organisées avec l'Equipe MOE, BE(s), Bureaux de contrôle et France Travail lors desquelles le maître d'œuvre présente des explications sur les options d'organisations spatiale, techniques et économiques proposées.

Les livrables réalisés dans le cadre des études d'APD font l'objet d'une validation par France Travail.

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour l'obtention des autorisations administratives nécessaires. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations administratives (permis de construire, permis de démolir ...), constitue le ou les dossier(s).

IV.1.2 - Etudes de projet (PRO)

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par France Travail ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Livrables attendus :

Documents graphiques

- Formalisation graphique détaillée de la solution préconisée sous forme de plans par domaines techniques, coupes à l'échelle de 1/100 ou 1/50 ou au besoin 1/25 échelle à adapter suivant le rendu et souhait du MOA, dont plans d'aménagement avec mobilier,
- Plans de coupes suivant besoin,
- *Réalisation des vues 3D proposées et validées par le MOA en APD le cas échéant,*
- Plans des réseaux fluides CFO-CFA et de l'aménagement détaillé du local informatique, si évolution depuis APD,

Documents écrits

- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots,
- Présentation du coût prévisionnel définitif des travaux décomposés par corps d'état,
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE.

Suivi et validation par France Travail

Les études de projet sont présentées à France Travail pour approbation dans le cadre d'une réunion de validation qui sera formalisée dans un compte rendu rédigé par le maître d'œuvre reprenant l'ensemble des remarques émises par France Travail. Dans l'hypothèse où des modifications importantes seraient demandées par France Travail sur les documents présentés une nouvelle validation de France Travail sera nécessaire.

En tout état de cause, la validation de France Travail résulte d'un compte rendu sans réserve substantielle adressé par courriel à l'interlocuteur désigné de France Travail, et sans contestation écrite retournée par messagerie par l'interlocuteur désigné de France Travail dans les 10 jours ouvrés de leur réception, les livrables sont réputés acceptés.

Avant le commencement de cette phase, France Travail précise le mode de dévolution retenu des travaux. Si France Travail choisit d'attribuer les marchés de travaux à l'entreprise générale, le maître d'œuvre ne réalise pas la mission d'OPC. Le montant des honoraires affectés à cette mission OPC est déduit du montant total des honoraires à verser au maître d'œuvre.

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par France Travail ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant des dossiers Administratifs définissent la conception générale de l'ouvrage.

IV.1.3 - Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT/DCE)

Au titre de cette mission ACT/DCE, le maître d'ouvrage élabore les pièces administratives du DCE des entreprises en fonction du choix du mode de dévolution des marchés de travaux effectué par France Travail à l'issue de la phase projet.

Livrables attendus :

Le maître d'œuvre élabore les pièces techniques du DCE présenté aux entreprises de travaux. Ces pièces sont élaborées sous la forme d'un cahier des charges fonctionnel et technique général (CCFTg) concernant les prescriptions générales et de cahiers des charges fonctionnel et technique particuliers (CCFTp) par lot conformément aux pratiques de France Travail.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par France Travail, les collecte et les intègre dans les CCFTp.

Il élabore également le cadre de décomposition des prix globaux et forfaitaires (DPGF) soumis aux candidats. Les quantités inscrites dans la DPGF sont issues de la mission complémentaire « Mission « Quantitatifs/métrés », article IV.2.1 du présent contrat.

Le maître d'œuvre propose également à France Travail les adaptations aux pièces administratives qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

L'assistance au maître d'ouvrage comprend également :

- Le cas échéant, proposition à France Travail des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité,
- Participation à l'analyse des offres,
- Etablissement d'un rapport d'analyse des candidatures et proposition de sélection des candidats à France Travail,
- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises,
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de prestations supplémentaires éventuelles,
- Le cas échéant, aide à la préparation de la négociation,
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres remises à la suite de(s) réunion(s) de négociation,
- Participation aux réunions de présentation des analyses techniques et financières,
- Mise au point du ou des pièces constitutives du marché à conclure par France Travail et l'entreprise.

La présence du maître d'œuvre aux réunions de négociation avec les entreprises de travaux fait partie de sa mission. En revanche, le maître d'œuvre ne participe pas aux réunions de la commission des marchés.

Suivi et validation par France Travail

Les documents et éléments techniques du dossier de consultation sont remis à France Travail pour approbation dans le cadre d'une réunion de validation qui sera formalisée dans un compte-rendu rédigé par le maître d'œuvre reprenant l'ensemble des remarques émises par France Travail. Le cas échéant, dans l'hypothèse où les modifications demandées par France Travail sur les documents présentés seraient de telles natures qu'une nouvelle validation devrait être obtenue pour passer à la phase suivante, France Travail et le maître d'œuvre conviennent d'une nouvelle réunion de validation dans les 5 jours ouvrés qui suivent la première réunion de validation.

En tout état de cause, la validation de France Travail résulte d'un compte rendu sans réserve substantielle adressé par courriel à l'interlocuteur désigné de France Travail, et sans contestation écrite retournée par messagerie par l'interlocuteur désigné de France Travail dans les 3 jours ouvrés de leur réception, les livrables sont réputés acceptés.

IV.1.4 - Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA)

Les études d'exécution des ouvrages établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Lors de cette mission, le maître d'œuvre procède à :

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre,

- Établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution,
- Examen et approbation des matériels et matériaux et de leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCFT des marchés de travaux,
- Examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par les entrepreneurs,
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par les entrepreneurs.

Suivi et validation par France Travail

Les documents projet et éléments techniques sont présentés à France travail pour approbation dans le cadre d'une réunion de validation qui sera formalisée dans un compte rendu rédigé par le maître d'œuvre reprenant l'ensemble des remarques émises par France Travail. Le cas échéant, dans l'hypothèse où les modifications demandées par France Travail sur les documents présentés seraient de telles natures qu'une nouvelle validation devrait être obtenue pour passer à la phase suivante, France Travail et le maître d'œuvre conviennent d'une nouvelle réunion de validation dans les 5 jours ouvrés qui suivent la première réunion de validation.

En tout état de cause, la validation de France Travail résulte d'un compte rendu sans réserve substantielle adressé par courriel à l'interlocuteur désigné de France Travail, et sans contestation écrite retournée par messagerie par l'interlocuteur désigné de France Travail dans les 3 jours ouvrés de leur réception, les livrables sont réputés acceptés.

IV.1.5 - Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

Au titre de cette mission DET, le maître d'œuvre exerce les activités suivantes :

- Direction des travaux :
 - Organisation et direction des réunions de chantier,
 - Etablissement et diffusion des comptes-rendus,
 - Etablissement des ordres de service,
 - Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général,
 - Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.
 - D'un commun et à partir du prototype classeur technique fourni par le MOA, il constitue le classeur technique en vue de la signature des marchés lors de la réunion de démarrage du chantier.
- Contrôle de la conformité de la réalisation :
 - Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats,
 - Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats,
 - Etablissement de comptes-rendus d'observation,
 - Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage.
- Gestion financière :
 - Vérification des décomptes mensuels et finaux. Les états d'acompte transmis à France Travail dans un délai de sept jours à compter de la réception par le maître d'œuvre.
 - Examen des devis de travaux complémentaires,
 - Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final,
 - Etablissement du décompte général et transmission à France Travail à la plus tardive des deux dates suivantes : dans un délai de 20 jours à compter de sa réception par le maître d'œuvre ou dans un délai de 5 jours après publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

La présente mission ne comprend pas les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise) hormis le constat contradictoire.

Les prestations à réaliser au titre de cet élément de mission s'entendent pour des réunions de chantier d'une fréquence hebdomadaire. Le maître d'œuvre est présent à ces réunions.

Suivi et validation par France Travail

Les documents « projet » et éléments techniques sont présentés à France Travail pour approbation dans le cadre d'une réunion de validation qui sera formalisée dans un compte rendu rédigé par le maître d'œuvre reprenant l'ensemble des remarques émises par France Travail.

Le cas échéant, dans l'hypothèse où les modifications demandées par France Travail sur les documents présentés seraient de telles natures qu'une nouvelle validation devrait être obtenue pour passer à la phase suivante, France Travail et le maître d'œuvre conviennent d'une nouvelle réunion de validation dans les 5 jours ouvrés qui suivent la première réunion de validation.

En tout état de cause, la validation de France Travail résulte d'un compte rendu sans réserve substantielle adressé par courriel à l'interlocuteur désigné de France Travail, et sans contestation écrite retournée par messagerie par l'interlocuteur désigné de France Travail dans les 3 jours ouvrés de leur réception, les livrables sont réputés acceptés.

IV.1.6 - Assistance aux opérations de réception (AOR)

Les prestations attendues du maître d'œuvre pendant cette phase sont les suivantes :

- Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :
 - Valide par sondage les performances des installations
 - Organise les réunions de contrôle de conformité
 - Etablit par corps d'état ou par lot la liste des réserves
 - Propose au maître d'ouvrage la réception.
- Etat des réserves et suivi

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis par le maître d'ouvrage dans les marchés de travaux conclus avec les entreprises.

- Contrôle de tous les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) - 1 exemplaire numérique et 2 exemplaires « papier », s'assure de la conformité au prototype et livraison dans les délais.

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre (DIUO). L'ensemble des dossiers est remis dans un délai de trois mois à compter de la réception de l'ouvrage par France Travail.

Livrables attendus :

En complément des plans conformes à l'exécution seront transmis dans le même temps les plans et calques entendus par niveaux et notamment :

- Calque recollement réseaux électriques courants faibles et forts,
- Calque sécurité, implantation des radars intrusion, DMAI, coupures électriques de sécurité et centralisée. Positionnement des extincteurs fournis par le Service Sécurité du Maître d'Ouvrage. Identification du positionnement des plans d'évacuation fournis par le Service Sécurité du Maître d'Ouvrage,
- Calque recollement faux plafonds,
- Calque recollement CVC,
- Calque nature des sols avec rapport des surfaces,

- Calque pour identification des surfaces vitrées des cloisons intérieures avec rapport des surfaces,
- Calque pour identification des surfaces vitrées extérieures avec rapport des surfaces,
- Calque implantation du mobilier.

Prototype DOE complet fournit par France Travail

- Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage.

Suivi et validation par France Travail

Les documents et éléments techniques sont présentés à France Travail pour approbation dans le cadre d'une réunion de validation qui sera formalisée dans un compte rendu rédigé par le maître d'œuvre reprenant l'ensemble des remarques émises par France Travail.

Le cas échéant, dans l'hypothèse où les modifications demandées par France Travail sur les documents présentés seraient de telles natures qu'une nouvelle validation devrait être obtenue pour passer à la phase suivante, France Travail et le maître d'œuvre conviennent d'une nouvelle réunion de validation dans les 5 jours ouvrés qui suivent la première réunion de validation.

En tout état de cause, la validation de France Travail résulte d'un compte rendu sans réserve substantielle adressé par courriel à l'interlocuteur désigné de France Travail, et sans contestation écrite retournée par messagerie par l'interlocuteur désigné de France Travail dans les 3 jours ouvrés de leur réception, les livrables sont réputés acceptés.

IV.2 - Missions complémentaires

IV.2.1 - Mission « Quantitatifs/métrés »

Dans le cadre de cette mission, le MOE devra effectuer l'ensemble de tous les quantitatifs et métrés qu'il intégrera en phase ACT/DCE dans la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de chaque lot. Ces quantitatifs et métrés, lui permettront de procéder au suivi des contrats en phase DET dans l'objectif d'une bonne exécution des travaux.

L'exécution de cette mission complémentaire sera concomitante à celle de la mission ACT/DCE, et suivra le suivi et la validation de celle-ci.

IV.2.2 - Mission ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

France Travail se réserve le droit de retenir ou non à la signature du marché, cette prestation supplémentaire éventuelle. Le fait pour France Travail de ne pas retenir la prestation supplémentaire éventuelle n'ouvre droit à aucune indemnité.

Dans le cadre de cette mission, le maître d'œuvre est chargé de :

- Pendant la phase de préparation des travaux :
 - de regrouper les listes des plans d'exécution établis par les entrepreneurs,
 - de mettre en place l'organisation générale de l'opération,
 - de planifier et coordonner temporellement les études d'exécution,
 - de planifier les travaux.
- Pendant la période d'exécution des travaux :
 - de veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation,
 - de mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage,
 - de coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus

- de veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards
 - d'apprécier l'origine des retards.
- Pendant la phase d'assistance aux opérations de réception :
 - d'établir la planification des opérations de réception,
 - de coordonner et piloter ces opérations,
 - de pointer l'avancement des levées de réserves.

Suivi et validation par France Travail

Les documents et éléments techniques sont présentés à Pôle pour approbation dans le cadre d'une réunion de validation qui sera formalisée dans un compte rendu rédigé par le maître d'œuvre reprenant l'ensemble des remarques émises par France Travail.

Le cas échéant, dans l'hypothèse où les modifications demandées par France Travail sur les documents présentés seraient de telles natures qu'une nouvelle validation devrait être obtenue pour passer à la phase suivante, France Travail et le maître d'œuvre conviennent d'une nouvelle réunion de validation dans les 5 jours ouvrés qui suivent la première réunion de validation.

En tout état de cause, la validation de France Travail résulte d'un compte rendu sans réserve substantielle adressé par courriel à l'interlocuteur désigné de France Travail, et sans contestation écrite retournée par messagerie par l'interlocuteur désigné de France Travail dans les 3 jours ouvrés de leur réception, les livrables sont réputés acceptés.

V. - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

V.1 – Information des cocontractants

V.1.1. - Informations données par France Travail au maître d'œuvre

France Travail communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par France Travail comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe France Travail.

Si le maître d'œuvre considère avoir besoin d'informations et documents complémentaires, il informe France Travail de ses besoins par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa demande, précisant la nature des documents attendus et les conditions dans lesquelles France Travail peut se les procurer.

V.1.2 - Informations données par le maître d'œuvre à France Travail

Le maître d'œuvre communique à France Travail toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile à France Travail.

V.2 - Emission des ordres de service

V.2.1 - Ordres de service émis par France Travail

Les décisions de France Travail prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre selon les dispositions prévues à l'article VIII.1. du présent Contrat.

Le maître d'œuvre avertit France Travail par tout moyen écrit lorsque les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des réserves de sa part, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de sa date de notification au maître d'œuvre, sous peine de forclusion.

V.2.2 - Ordres de service émis par le maître d'œuvre

Les ordres de service adressés aux entreprises sont écrits, datés, signés et numérotés par le maître d'œuvre. Une copie est adressée à France Travail.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet
- notification de la date de commencement des travaux
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- interruption ou ajournement des travaux
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage
- toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux,
- ainsi que, de manière générale, tout ordre de service ayant un impact financier.

Le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par France Travail ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

Les ordres de services sont transmis par le maître d'œuvre aux entreprises par tout moyen permettant de leur donner une date certaine.

V.3. - Sécurité et protection de la santé

Le maître d'œuvre exécute sa mission en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Pendant l'exécution du chantier, le maître d'œuvre apporte son entier concours au coordonnateur "sécurité et protection de la santé" dans l'exercice de sa mission.

V.4. - Présentation des livrables

Le maître d'œuvre transmet les livrables à France Travail en 1 exemplaire en format papier, en 1 exemplaire sur support informatique ou transmis via un système sécurisé de stockage et d'échange de fichiers numériques, et en format reproductible dans les délais indiqués par les ordres de service de démarrage de chacune des phases constituant la ou les missions dont le maître d'œuvre est chargé.

Les plans seront livrés au format DWG et PDF.

V.5. - Personnels affectés par le titulaire à l'exécution des prestations

Le titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché public. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché public et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

France Travail se réserve la faculté de, à tout moment pendant l'exécution du marché public, solliciter par courrier recommandé avec avis de réception postal, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations. Le titulaire s'engage à, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail le curriculum vitae du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du titulaire, pour quelle que cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de la personne en cause ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception par ses soins du curriculum vitae correspondant vaut acceptation du remplaçant. En cas de

refus porté à la connaissance du titulaire dans ce même délai, le titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

Sans préjudice des dispositions de l'article IX.1 du présent contrat, le titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché public.

Le titulaire est représenté par un interlocuteur unique dont il fournit le nom et les coordonnées à la notification du marché. Cet interlocuteur est qualifié et a la capacité de prendre toutes décisions concernant l'organisation, le fonctionnement et l'exécution des prestations. Il est par ailleurs demandé au titulaire du marché public de prévoir un remplaçant unique en cas d'absence.

V.6. - Vérification et admission des prestations

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations aux spécifications du marché.

Chaque élément de mission tel que défini à l'article IV. du présent contrat fait l'objet d'une réception expresse par France Travail. En cas de silence gardé par France Travail pendant 20 jours calendaires à compter de la date de remise du livrable de l'élément de mission concerné, celui-ci est considéré comme acceptée.

France Travail prononce la réception des prestations qui répondent en tout point aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision. La réception peut être assortie de réserves. Le Titulaire doit y remédier en apportant les corrections nécessaires dans le délai fixé par France Travail. L'émission de réserves justifie que tout ou partie des demandes de règlement soit refusée et subordonnée à la constatation des corrections nécessaires.

Lorsque France Travail constate que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles peuvent néanmoins être utilisées en l'état, il peut prononcer une réception avec réfaction qui consiste en une réduction de prix forfaitaire de chaque élément de mission de 20%. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut c'est la date de notification de cette décision.

Lorsque France Travail constate que les prestations ne répondent pas aux spécifications du marché et qu'il n'est pas en mesure d'en prononcer la réception (avec ou sans réserves), il en prononce le rejet. Du fait de ce rejet, France Travail est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement. Dans ce cas, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations concernées dans un délai qui est fixé par France Travail.

La réception d'une prestation ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

V.7 - Lutte contre le travail illégal

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public.

Pour ce faire, le Titulaire met en ligne les pièces sur une plateforme électronique mise à disposition par France Travail dont les coordonnées lui sont communiquées à la notification.

Le Titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués et dépose tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public les documents suivants :

- s'il est établi en France, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de

sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;

- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à compléter sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, et sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1-I du code du travail. A défaut, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L.1262-4-1 du code du travail.

V.8 - Pénalités pour retard

Sans préjudice des dispositions de l'article IX.1 du présent Contrat, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, redevable d'une pénalité pour retard.

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la réalisation des prestations attendues, notamment en ce qui concerne les délais de livraison de l'ouvrage, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 30 / 10. 000ème de l'élément de mission considéré.

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article II.2 du présent contrat, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de : 30 / 10. 000ème de l'élément de mission considéré.

Si la transmission à France Travail des décomptes mensuels et des états d'acomptes mensuels n'intervient pas dans un délai de 7 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels établis par les Titulaires des marchés de travaux, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixée à 50 €.

Si la transmission à France Travail des décomptes finaux et des projets de décomptes généraux n'intervient pas dans un délai de 20 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre des projets de décomptes finaux établis par les Titulaires des marchés de travaux, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixée à 50 €.

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de vingt jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise. Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 50 €.

Au cas où le maître d'œuvre n'arrête pas la date de tenue des opérations préalables à la réception dans un délai de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis envoyé par l'entrepreneur précisant la date d'achèvement des travaux ou la date à laquelle ils seront achevés, le maître d'œuvre sera redevable d'une pénalité dont le montant est fixé à 500 € par jour calendaire de retard.

Au cas où le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le maître d'ouvrage pour la réalisation des opérations préalables à la réception ou, si le maître d'œuvre est présent ou représenté mais qu'il refuse de procéder aux opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre sera redevable d'une pénalité dont le montant est fixé à 500 € augmentée du montant de l'intervention d'un assistant extérieur refacturée par France Travail à l'euro près.

En tout état de cause, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est augmenté du montant des intérêts moratoires qui sont versés aux entreprises.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

V.9 - Avenants négociés avec le maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle,
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par France Travail,
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre (notamment ceux issus ou nécessitant des investigations complémentaires).
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

VI. - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

VI.1 - Type et forme des prix

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire au vu de l'enveloppe prévisionnelle des travaux définie par France Travail.

La rémunération du maître d'œuvre est établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux. La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le présent contrat.

Le montant du marché, fixé dans le bordereau des prix, est provisoire et établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la remise de son offre.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par France Travail des études effectuées en phase PRO et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, France Travail et le maître d'œuvre appliquent la formule suivante sur la base des éléments figurant au bordereau des prix :

<i>Estimation du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération x coefficient de complexité</i>
--

Les prix sont réputés complets et comprennent notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les éventuels frais de déplacement des personnels, d'acquisition de matériels et documentation, les frais de reproduction, la totalité

des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de des articles R.2142-19 à 2142-27 du code de la commande publique.

VI.2 - Engagement du maître d'œuvre sur les prix

VI.2.1. Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le respect de l'enveloppe budgétaire prévisionnelle des travaux

Lors de la réalisation des phases d'études, le maître d'œuvre s'assure que le projet s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe financière fixée par France Travail.

L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux sur laquelle s'engage le maître d'œuvre ne peut être supérieure de 5 % à l'enveloppe prévisionnelle.

A défaut, France Travail se réserve le droit d'exiger du maître d'œuvre qu'il reprenne ses études gratuitement et qu'il lui en remette une nouvelle version conforme dans un délai maximal de 21 jours calendaires.

VI.2.2. Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération avant la passation des marchés de travaux

L'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance « T1 » de 6 %, ce qui permet de déterminer un seuil de tolérance évalué comme suit :

Seuil de tolérance (T1) = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance « T1 »).

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études dans un délai de 15 jours.

A l'issue de la procédure de consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

L'appréciation du respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie globalement.

Lorsque le coût de référence des travaux s'écarte de plus de 5% à la hausse du coût prévisionnel des travaux augmenté du taux de tolérance, France Travail se réserve le droit de demander à la maîtrise d'œuvre une reprise des études ayant pour objet des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme et/ou un nouveau chiffrage des travaux envisagés. Dans ce cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire. Il en est de même de la réalisation des prestations de la phase ACT.

VI.3 – Avance

La notification du marché public ouvre droit au versement d'une avance d'un montant de 10 % du montant TTC du marché public.

La demande du titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique C des dispositions particulières du contrat. A défaut de stipulation expresse, le titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué sous forme conjointe, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique C des dispositions particulières du contrat.

L'avance est remboursée à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter de l'élément de mission VISA ; le remboursement devra être intégralement réalisé à la fin de l'élément de mission DET.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

VI.4 – Modalités de facturation

Les prestations réceptionnées par France Travail font l'objet d'un acompte versé à l'issue de chaque élément de mission (Bordereau du prix - Répartition de la rémunération provisoire par élément de mission), sauf en ce qui concerne la mission DET pour laquelle un acompte mensuel peut être versé, en fonction de l'avancement de l'élément de mission DET.

En cas de groupement, l'acompte est versé à chaque membre du groupement en fonction de la répartition établie dans l'annexe du bordereau des prix.

Sur l'acompte correspondant à la mission DET, il est prélevé un montant de 5%. Le solde de la mission sera versé à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Après constatation de l'achèvement de sa mission à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme facture.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les acomptes validés par la maîtrise d'ouvrage sont adressés *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017 gratuitement mise à leur disposition. La transmission de factures par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures déposées dans Chorus sont libellées à l'ordre de France Travail et portent *a minima* les mentions suivantes :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du membre du groupement ayant exécuté la prestation ;
- son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- l'intitulé et le numéro du marché ;
- la date d'établissement et le numéro de la demande de paiement ;
- la date et le N° d'engagement CPP c'est-à-dire le numéro de la commande SAP ;
- L'adresse :

FRANCE TRAVAIL NOUVELLE AQUITAINE
Service comptabilité IFA – 87 rue Nuyens – 33056 Bordeaux cedex

- la nature des prestations facturées ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- les coordonnées du compte sur lequel les sommes sont à verser ;
- le numéro Siret de la Direction régionale de France Travail : 13000548119424.

En cas de changement de coordonnées bancaires, le Titulaire en informe France Travail par courrier auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

VII. - PROPRIETE INTELLECTUELLE, CONFIDENTIALITE ET DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

France Travail dispose pour ses propres besoins, du droit non-exclusif de reproduire, modifier, traduire et représenter, les prestations, objet du marché public, partiellement ou en totalité, au fur et à mesure de leur exécution, ainsi que le savoir-faire et les méthodes mises en œuvre à l'occasion de l'exécution du marché public.

Cette licence d'exploitation est concédée pour une exploitation des prestations, objet du marché public, dans le monde entier, en toutes les langues et pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée et ce quelle que soit la date de fin du marché public.

Les droits cédés peuvent être exploités directement ou indirectement par France Travail de quelque façon que ce soit, à titre gratuit ou onéreux. Ils sont constitués par la totalité des droits de reproduction, de modification, de traduction et de représentation visés ci-après.

Le droit de reproduction comporte :

- Le droit de reproduire ou de faire reproduire, tout ou partie des prestations, sans limitation de nombre, par tous moyens et procédés, sur tous types de supports et matériaux, connus ou inconnus au jour de la signature du marché, notamment photographie, photocopie, scannerisation, numérisation, dessin, peinture, fixation audiovisuelle, édition de cartes, papier (livre, affiche, plaquette d'information ou publicitaire, documentation de quelque type que ce soit...), optique, numérique, informatique, réseaux (internet, intranet, et autres) ainsi que sur tous supports graphiques, dans toutes les définitions, en tous formats, en toutes langues et d'en faire établir tous originaux, doubles ou copies.

Le droit de modification comporte :

- Le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, corriger, en tout ou en partie, les prestations, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions, de les maintenir, de les mixer, décompiler, modifier, assembler, arranger, numériser, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support et matériaux visés ci-avant.

Le droit de traduction comporte :

- Le droit de traduire ou faire traduire, tout ou partie des prestations, en toutes langues, à quelque fin que ce soit notamment pour une utilisation différente de celle pour laquelle elles ont été initialement conçues telles que de nouveaux modes d'exploitation, évolutions technologiques, nouveaux supports, nouveaux médias, et de reproduire ces traductions sur tous les supports visés ci-avant.

Le droit de représentation comporte :

- Le droit de représenter ou de faire représenter auprès de tout type de public, les prestations, en tout ou partie, ainsi que leurs adaptations et traductions en intégralité ou par extrait, par tous procédés de communication connus ou inconnus au jour de la signature du marché, notamment par exposition, diffusion sur écran, auditions, projections, par tout moyen de retransmission à distance des images et des textes, notamment sur tout type de de moyens de télécommunication en ligne actuels ou futurs (Internet, Intranet, extranet, ect.) par téléchargement, télétransmission ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir qu'il soit électronique, analogique, magnétique ou numérique ;
- Le droit de télédiffuser tous enregistrements audiovisuels ou photographiques de tout ou partie des prestations, ainsi que leurs adaptations et traductions en intégralité ou par extrait par voie hertzienne, par satellite, par voie numérique, par câble et, d'une façon générale, le droit de diffuser les prestations en tout ou partie ainsi que leurs adaptations et leurs traductions en intégralité ou par extrait, dans tous lieux gérés par des personnes de droit public ou de droit privé ;
- Le droit de publier et de mettre en circulation toute copie ou exemplaire reproduisant tout ou partie des prestations, leurs adaptations ou leurs traductions en intégralité ou par extrait pour l'usage privé ou non du public.

Sauf disposition contraire du marché public, aucune rémunération complémentaire n'est due au Titulaire par France Travail au titre de ces exploitations.

Le Titulaire déclare avoir acquis les droits d'exploitation visés au présent article dans des conditions telles qu'aucune autorisation complémentaire ne peut être demandée à France Travail pour l'exploitation de ces droits.

Aucun reversement de quelque nature que ce soit et par quelque tiers que ce soit ne peut également être réclamé à France Travail.

Le Titulaire garantit France Travail contre tout recours ou action que pourraient former à un titre quelconque, à l'occasion des droits consentis à France Travail par le présent marché public, les auteurs ou leurs ayants-droit et d'une manière générale toute personne ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des produits pour le compte de France Travail au titre du marché public. Cette garantie couvre également les recours de tiers pouvant légalement s'opposer à l'exploitation des prestations conçues par le Titulaire pour le compte de France Travail au titre du marché public.

VII.2 - Confidentialité

Le titulaire qui a reçu communication de renseignements, documents, données et/ou produits de toute nature, en relation avec l'objet du marché public, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

En conséquence, le titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché public.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'utilisation par le titulaire des fichiers informatiques ou non, transmis par France Travail, à condition que le titulaire se conforme strictement aux dispositions du présent article et prenne toute mesure de nature à prévenir efficacement une utilisation détournée ou frauduleuse de ces fichiers durant l'exécution de la prestation.

Cette obligation ne s'applique pas aux éléments qui sont du domaine public ou qui, à la date de leur communication, sont en la possession légitime du titulaire sous réserve qu'il soit en mesure d'apporter la preuve que ces éléments aient, de bonne foi, été acquis ou soient le résultat de développements internes entrepris par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces éléments confidentiels.

Cette obligation perdure pendant toute la durée du marché public et au-delà pendant une période de 5 ans.

VII.3 - Protection des données à caractère personnel

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail par courriel à contact-dpd@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20 ; ou via le lien <https://www.francetravail.fr/informations/informations-legales-et-conditions/protection-des-donnees-personnel.html>.

Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

VIII. - DISPOSITIONS DIVERSES

VIII.1 - Forme des notifications

La notification au Titulaire des décisions et informations de France Travail ou du maître d'œuvre qui font courir un délai est faite en priorité par échanges dématérialisés.

Les délais prévus dans la notification courent à compter de la réception par France Travail de l'accusé de réception du message dématérialisé adressé par le Titulaire du marché. A défaut d'un tel message, la notification est réputée effectuée dans un délai de deux jours francs à compter de la date d'envoi du message dématérialisé par France Travail.

La notification au Titulaire peut également être effectuée directement au Titulaire ou à son représentant ou par tout moyen permettant d'attester de la date et de l'heure de réception à l'adresse indiquée par le Titulaire. L'inscription d'une remarque au compte-rendu des réunions de chantier est considérée comme une notification valablement effectuée auprès du maître d'œuvre.

En cas de groupement, les notifications sont faites au mandataire pour l'ensemble du groupement, à charge pour lui d'en informer ses co-traitants.

VIII.2. - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet à France Travail contre récépissé par tout moyen permettant de conférer une date certaine une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue à l'article VI.2 du contrat. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées⁽¹⁾.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du contrat.

La demande de sous-traitance est expédiée par tout moyen permettant de conférer une date certaine :

Courriel : marcheimmobilierbordeaux.33127@francetravail.fr avec accusé de réception

⁽¹⁾ Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché public et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont France Travail a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

Adresse postale suivante :

Direction régionale France Travail Nouvelle-Aquitaine :
Service Achats-Marchés
Marchés de travaux d'aménagements de la nouvelle DR
87 rue Nuyens - TSA 30004
33056 BORDEAUX CEDEX

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter une quelconque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

A première demande de France Travail, le titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants, en application de l'article 1^{er}-II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail ; il ne constitue pas une pièce du marché public.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées

VIII.3. - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à 2142-27 du code de la commande publique

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application de des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, il prend, le cas échéant, après transformation conformément à ces dispositions et sans autres formalités vis-à-vis de France Travail, la forme d'un groupement solidaire. Eu égard à leur nature, la solidarité du groupement est en effet une condition déterminante de leur bonne fin.

Elle s'entend de la solidarité de l'ensemble de ses membres, y compris le mandataire, dans la responsabilité contractuelle encourue vis-à-vis de France Travail au titre du marché. A ce titre, chacun des membres du groupement, y compris le mandataire, est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique A des dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché. Toute communication ou notification est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail. A ce titre également, le mandataire est réputé habilité par les autres membres du groupement à signer tout avenant au marché, quel que soit son objet.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail. Elle ne constitue pas une pièce du marché.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché public.

En cas de défaillance d'un membre d'un groupement le Titulaire dispose d'un délai maximum de trois jours calendaires à compter de la date à laquelle il a connaissance de la défaillance pour informer France Travail de cette défaillance et de son motif.

En cas de défaillance en cours d'exécution du marché, en ce compris les manquements aux obligations contractuelles, le mandataire a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les

conditions définies à l'article VIII.2 ou la substitution au membre défaillant d'un autre opérateur économique disposant des niveaux minimums de capacité économique et financière, technique et professionnelle requis pour l'exécution des prestations. Dans ce dernier cas, le mandataire transmet à France Travail, par courrier recommandé avec avis de réception postale, une demande de substitution du membre défaillant, indiquant les raisons ou dénomination sociale, adresse et coordonnées complètes du membre proposé en substitution. Sont jointes, datées et signées par un représentant du membre proposé en substitution ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le membre proposé en substitution ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et une déclaration relative à sa capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le marché, ainsi que, dans le cas où le membre proposé en substitution est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les opérateurs économiques régis par un droit autre que le droit français, la copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché restant à courir, périodes de reconduction comprises. France Travail dispose d'un délai maximum de trois semaines calendaires pour faire connaître sa décision d'acceptation du membre proposé en substitution. L'acceptation prend la forme d'un avenant de transfert du marché, du groupement titulaire initial au nouveau groupement ainsi constitué. Le groupement titulaire reconnaît être informé que l'opérateur économique proposé en substitution n'est pas autorisé à exécuter des prestations avant que l'avenant de transfert ne soit notifié au Titulaire.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire, telle que remise dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, assume les fonctions de mandataire. Les dispositions du présent alinéa ne font pas obstacle à, le cas échéant, la substitution d'un nouvel opérateur économique au mandataire défaillant dans les conditions définies au présent article, soit en qualité de membre non mandataire du groupement, soit en qualité de mandataire. Dans ce dernier cas, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire jusqu'à la notification de l'avenant de transfert.

VIII.4. - Assurances

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché. Le Titulaire assume notamment l'ensemble des responsabilités dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-3 du code civil.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché et que le contrat d'assurance dont il dispose est conforme aux dispositions des articles L.241-1 et L.243-1-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A.243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Le Titulaire produit, dans un délai de huit jours à compter de la notification du présent contrat, les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties. Durant la période d'exécution du présent contrat, le Titulaire doit être à même de fournir ces attestations d'assurance à première demande de France Travail.

Lorsque le Titulaire est un groupement, chacun des cotraitants du groupement doit être Titulaire, pour la part des prestations qu'il exécute, de l'ensemble des contrats d'assurances décrits ci-dessus.

IX - RESILIATION

Lors de la résiliation du présent contrat, pour quelque raison que ce soit, le Titulaire remet à France Travail l'ensemble des prestations en cours d'exécution ainsi que des informations, études et autres documents réalisés ou détenus en vue de l'exécution du marché.

Ces biens sont remis dans un délai de quinze jours à compter de la réception par le Titulaire de la décision de résiliation du présent contrat.

IX.1. - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié de plein droit et sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché public en application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai France Travail ;

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application de l'article L. 8222-6 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de six mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ;
- lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

IX.2. - Résiliation pour motif d'intérêt général

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché public pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

X. LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution ou interprétation du marché public est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional de France Travail Nouvelle-Aquitaine, signataire du marché public.

Fait à, le

Signature du représentant du Titulaire :
(à revêtir du cachet de la société)

Fait à BORDEAUX, le

Signature du représentant de France Travail :

En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, et dans le cas où le mandataire est habilité par les autres membres du groupement à signer, la présente rubrique est signée par le seul le mandataire du groupement ; dans le cas où le mandataire n'est pas habilité par les autres membres du groupement à signer, l'ensemble des membres du groupement, y compris le mandataire, signe la présente rubrique.

En toute hypothèse, préciser les noms, prénom et qualité du ou des signataires. Ajouter le cachet de l'opérateur économique.